



**RÉGION ACADÉMIQUE
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

APPEL D'OFFRE OUVERT

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

Établi en application du code de la commande publique

Référence : EPRIMO4PAYL

Pouvoir Adjudicateur :

l'État

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

Mme Katia BÉGUIN

Rectrice de la Région académique Pays de la
Loire, Rectrice de l'Académie de Nantes,
Chancelière des universités

BP 72616

44326 NANTES Cedex 3

Comptable assignataire :

Mme la Directrice régionale des finances publiques
de Loire Atlantique

4, quai de Versailles

BP 93503

44035 Nantes cedex 1

02.28.24.19.79.

Code CPV principal : 72267000

Le présent document comporte 21 pages

Date limite de réception des plis : **23/04/2026 10h**

1. Préambule

La présente convention traduit la volonté commune du rectorat de l'académie de Nantes et des collectivités territoriales adhérentes au groupement de poursuivre le partenariat, initié en 2013, relatif au déploiement d'un environnement numérique de travail (ENT) pour les écoles situées sur tout ou partie de leur territoire. Le groupement de commande s'ouvre à l'adhésion des écoles privées sous contrat.

Cet ENT, nommé e-primo, vise à fournir à tous les membres de la communauté éducative un point d'accès unique à un ensemble de services numériques, en rapport avec leurs activités, accessible en tout temps et tout lieu depuis n'importe quel terminal relié à l'Internet.

L'ENT du premier degré de l'académie de Nantes constitue la déclinaison locale d'un projet national, piloté par le Ministère de l'Éducation nationale qui en a fixé le périmètre à travers la rédaction d'un Schéma Directeur des Environnements de Travail qui en est aujourd'hui à sa sixième version (SDET version 2025).

Aujourd'hui 90% des élèves de l'enseignement primaire public de l'académie bénéficient d'e-primo, dans plus de 1530 écoles utilisatrices. Ce nouveau marché répond également à la volonté de diffuser encore plus largement la solution e-primo sur le territoire académique, en intégrant les écoles privées.

2. Objet du marché

Le marché est porté par le rectorat de l'académie de Nantes et les adhérents au groupement de commandes mis en place pour le projet de renouvellement de l'espace numérique de travail e-primo.

Afin d'assurer la continuité des usages pour les utilisateurs, le rectorat de Nantes lance ce marché public visant à l'intégration, l'hébergement, la mise en production, la maintenance et l'évolution d'une solution OPEN ENT NG. Il porte donc sur le renouvellement d'e-primo pour maintenir en conditions opérationnelles et fonctionnelles l'ENT du premier degré, à la disposition des écoles sur le territoire académique. L'OPEN ENT NG est une solution logicielle libre et open source d'espace numérique de travail (<http://open-ent-ng.github.io/>).

Le code source d'OPEN ENT NG est distribué sous licence GNU Affero General Public License (<https://github.com/OPEN-ENT-NG>).

3. Périmètre d'exécution du marché

Le lieu d'exécution du présent marché est la région académique Pays de la Loire.

4. Forme du marché

Le présent marché est un marché à procédure formalisée selon l'article L2124-1 du code de la commande publique.

Il prend la forme d'un accord-cadre à bon de commandes.

Le nombre estimatif de compte-clients à fournir sur la durée du marché est de 200 000.

Le nombre maximum de compte-clients à fournir sur la durée du marché est de 340 100.

5. Durée du marché

Le marché prendra effet le 19 juillet 2026 pour une durée de 2 ans (24 mois), renouvelable tacitement une fois 24 mois soit 48 mois en tout.

6. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

7. Description des prestations

La description complète des prestations attendues est définie dans l'article 3 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Pour l'ensemble des prestations décrites dans le CCTP, le titulaire s'engage à exécuter les prestations conformément à son offre et aux indications mentionnées dans l'annexe à l'acte d'engagement (décomposition du prix global et forfaitaire) et le CCTP. Description des prestations.

8. Clauses environnementales

8.1 Sensibilisation et formation

Le titulaire doit disposer d'un plan de formation intégrant les questions RSE ou à défaut dispenser des actions de sensibilisation aux pratiques RSE notamment sur le thème des services numériques écoresponsables.

Le titulaire devra être en mesure de fournir les indicateurs de pilotage suivants :

- pourcentage des collaborateurs de l'organisation ayant suivi une formation RSE ;
- intitulés et programmes des formations / actions de sensibilisation ;
- modalités pratiques de ces actions (MOOC – cours en ligne ouvert et massif - , présentiel, stage, etc).

Le titulaire s'engage à transmettre annuellement les indicateurs listés ci-dessus.

8.2 Utilisation des déplacements doux dans le cadre du marché

Le titulaire s'engage à se déplacer par des moyens de transport peu polluants dans le cadre de l'exécution de ses missions.

9. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement du marché (ATTRI1) ;
- Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le document de réponse remis par le titulaire au moment du dépôt de son offre ;
- En cas de sous-traitance, les actes spéciaux de sous-traitance dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de la région académique des Pays de la Loire font seules foi ;

Le CCAG-TIC est réputé parfaitement connu des parties.

Portée des pièces du marché :

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et express de l'ordonnateur.

10. Devoir de conseil du titulaire

Conformément à l'article 3.9 du CCAG-TIC, il est rappelé que le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournis à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire communique notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

11. Confidentialité

Il est fait application de l'article 5 du CCAG-TIC.

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'applique à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent marché.

Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents des utilisateurs mis à la disposition du titulaire à l'occasion du marché.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses salariés ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par le pouvoir adjudicateur.

Le contenu du marché est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article.

Cet engagement écrit des éventuels sous-traitants est communiqué par le titulaire au pouvoir adjudicateur.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité, c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 50 du CCAG-TIC, soit la résiliation aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire et que celui-ci aurait signalé comme tel dans le cadre de l'exécution du présent marché et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

12. Obligations du titulaire

12.1 Obligations du titulaire

12.1.1 Obligations d'information

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées aux membres du groupement de commande. En cas de manquement, les membres du groupement de commande ne sauraient être tenus pour responsables des conséquences pouvant en découler, notamment des retards de paiement.

12.1.2 Obligations de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le non-respect de cette obligation entraîne l'application de pénalités prévues dans l'article 14 du présent CCAP.

12.2 Obligation de remplacement d'une ressource

Dans le cas où le bénéficiaire n'est pas à l'initiative du départ d'une ressource, le titulaire est dans l'obligation d'assurer le remplacement de cette ressource.

13. Suivi du marché

Conformément à l'article 3.2 du CCTP, un dispositif de pilotage est mis en place tout au long du marché.

14. Pénalités

14.1 Pénalité pour non-respect des niveaux de services attendus

Les pénalités seront comptabilisées selon le nombre de points de démérite accumulés au cours de la période d'un mois calendaire considérée. La règle est la suivante (les valeurs limites des seuils sont considérées comme incluses dans l'intervalle):

- ▢ Entre 2 et 4 points de démérite accumulés sur 1 mois calendaire : la pénalité s'élèvera à 2 % des montants de la prestation dus sur la période
- ▢ Entre 5 et 6 points de démérite accumulés sur 1 mois calendaire : la pénalité s'élèvera à 5 % des montants de la prestation dus sur la période
- ▢ Entre 7 et 9 points de démérite accumulés sur 1 mois calendaire : la pénalité s'élèvera à 10 % des montants de la prestation dus sur la période
- ▢ Et pour 10 points de démérite et plus accumulés sur 1 mois calendaire : la pénalité s'élèvera à 20 % des montants de la prestation dus sur la période

Le montant des pénalités est plafonné mensuellement à 20 % de la facturation mensuelle de la prestation totale.

Le respect des indicateurs de performances et des niveaux de services attendus sera vérifié par le rectorat qui appliquera les pénalités associées suite au non-respect des niveaux de services attendus sur la prochaine facture. Les pénalités seront dues sans préjudice des dommages et intérêts que le rectorat pourrait demander au prestataire en raison d'un préjudice subi du fait de l'inexécution ou de la mauvaise exécution des prestations (y compris du fait de l'événement ayant déclenché l'application des pénalités) et du droit du client de résilier de plein droit le contrat.

Concernant les anomalies :

- ▢ Est dite « bloquante », toute anomalie rendant impossible l'usage du service ou de cet ensemble de services et pour lequel il n'existe pas de solution palliative ou de contournement.
- ▢ Est dite « majeure » une anomalie rendant le service inopérant, par intermittence ou par recours à une solution de contournement.
- ▢ Est dite « mineure » une anomalie provoquant une simple altération de la qualité de service, le service demeurant malgré tout opérationnel.

Indicateur	Définition de l'indicateur	Valeur cible	Points de démérite	Contexte d'application
Nombre d'anomalies bloquantes	Nombre maximum d'anomalies	= 0	2 points par anomalie	VSR et maintenances évolutives

	bloquantes détectées lors de la période de VSR			
Nombre d'anomalies majeures	Nombre maximum d'anomalies majeures détectées lors de la période de VSR	≤ 3	1 point par anomalie	VSR et maintenances évolutives
Nombre de jours ouvrés de retard sur les livraisons	Le nombre de jours entre la date annoncée de livraison et la date de mise en production de l'évolution	Pas plus de 1 jour ouvré de retard	1 points par jour ouvré de retard	VSR et maintenances évolutives
Retard de livraison	Nombre de jours de retard entre la date livraison validée par le rectorat et la livraison effective	< 3 jours	1 point par jour de retard supplémentaire	VSR, maintenance évolutive, corrections et documentations.
Couverture des tests unitaires	A chaque livraison, couverture des tests unitaires	$\geq 70\%$ de couverture	1 point en cas de non respect de la cible	VSR, maintenance évolutive, et corrections.
Taux de rejet de livraison des évolutions et version majeures lors des tests	Proportion des livraisons acceptées à l'issue de la recette XXX	99%	1 point par point en dessous du seuil	VSR, maintenance évolutive, et corrections.
Taux de rejet des livraisons de correctifs lors des tests. Phase: recette, pré-production & production	Proportion des correctifs d'anomalies bloquantes et majeures acceptées à l'issue des tests	99%	1 point par point en dessous du seuil	VSR, maintenance évolutive, et corrections.
Indisponibilité	Indisponibilité constatée par le rectorat hors interventions de maintenance planifiées.	99,7% (évalué sur une plage annuelle 7j/7 et 24h/24 ; c'est-à-dire, après arrondi,	1 point par heure de retard à compter de 26,3 heures d'indisponibilité sur une année glissante	En continu sur la solution

		que l'ENT ne doit pas être indisponible en cumulé plus de 26,3h de manière imprévue sur une année glissante)		
--	--	--	--	--

14.2 Pénalité pour non-respect de la clause environnementale

Le titulaire encours sans mise en demeure préalable dans le cadre de l'application de la clause environnementale :

50 € HT par jour ouvré de retard en cas de non transmission de justificatifs, attestations ou bilans demandés par l'acheteur.

15. Modalité de commande

Le présent marché est exécuté par émission d'un bon de commande.

Comme stipulé à l'article 7 de la convention de groupement de commande (Modalités de participation financière des membres du groupement et engagements réciproques), chaque membre du groupement de commandes exécute le marché pour ses besoins propres par l'émission d'un bon de commande et règle les factures afférentes.

Les collectivités disposent de deux modalités de représentation : soit elles se représentent seules, soit elles sont représentées par un prestataire de gestion (e-collectivités).

Il est précisé sur chaque bon de commande les renseignements suivants :

- le numéro de l'EJ (engagement juridique) ;
- la référence du marché ;
- la désignation détaillée des prestations demandées en référence à l'annexe financière ;
- le délai de mise en œuvre de la prestation ;
- le contact du service facturier du titulaire ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le montant H.T et T.T.C de chaque prestation.

Chaque adhérent réalise un bon de commande sur les 24 premiers mois du marché correspondant au besoin exprimé lors de l'adhésion et le transmet au titulaire du marché.

16. Prix et facturation

16.1 Forme du prix

Le marché est conclu à PRIX UNITAIRES, basés sur l'annexe financière complétée, et rappelés dans l'acte d'engagement.

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

Tous les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres, ainsi que l'ensemble des moyens (salaires et charge sociales afférents au personnel employé pour l'exécution des prestations, frais de gestion générale, etc...) nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans les documents contractuels régissant le présent marché.

16.2 Variation du prix

Les prix sont fermes et actualisables.

Conformément à l'article R2112-10 du code de la commande publique, une actualisation des prix est prévue selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (S1 / S0)$$

Où :

P1 = prix révisé

P0 = prix d'origine

S0 = dernier indice SYNTEC publié à la date de la précédente révision ou indice d'origine (dernier publié à la date de signature du contrat)

S1 = dernier indice SYNTEC publié à la date de révision.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Le coefficient sera arrondi au dixième supérieur.

En cas de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement publié, et si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Le titulaire transmet le détail du calcul de la révision à l'acheteur, à l'adresse suivante : ce.caa@ac-nantes.fr et e-primo@ac-nantes.fr au moins un mois avant la date anniversaire du marché, en mentionnant le numéro du présent marché et le numéro d'EJ correspondant. Le titulaire joint à sa demande la nouvelle annexe financière révisée.

16.3 Principe de facturation par compte élève

La facturation du marché est exclusivement fondée sur le nombre de **comptes élèves actifs** dans l'ENT.

Aucun coût supplémentaire ne pourra être facturé au titre de la création, de l'activation, de l'existence ou de l'usage des comptes suivants :

- parents ou responsables légaux,
- enseignants,

- directeurs d'école,
- personnels académiques ou formateurs,
- personnels des collectivités territoriales

L'ensemble de ces profils est inclus dans le coût du compte élève, y compris pour l'accès aux services, aux fonctionnalités, au stockage, au support et à l'assistance.

16.4 Facturation et modalités de règlement

Les dispositions de l'article 11.5 du CCAG-TIC sont applicables aux demandes de paiement.

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 et suivants et D. 2192-1 et suivants du CCP, la facture afférente aux prestations est adressée sous forme dématérialisée sur la plateforme CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/>) pour les collectivités ou par courriel ou courrier pour les écoles privées.

Pour enregistrer sa facture, le titulaire doit indiquer deux informations :

- **le numéro d'engagement juridique CHORUS (EJ) = n° de bon de commande à droite en haut du bon de commande à en-tête de la DRFIP**
- **le n° du service exécutant = n° Serv.Ex., en haut à gauche du bon de commande à en-tête de la DRFIP.**

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le détail de la facturation (acompte, solde / objet)
- la date de notification du marché
- OU la date du bon de commande
- **le numéro d'engagement juridique CHORUS (EJ) = n° de bon de commande à droite en haut du bon de commande à en-tête de la DRFIP**
- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire;
- le prix total HT et le prix total TTC.

Pour information, le SIRET état est le : **11000201100044**.

En cas de cotraitance :

La signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement à lui payer directement.

En cas de sous-traitance :

Conformément aux dispositions de l'article L. 2193-11 du Code de la commande publique, seuls les sous-traitants directs du Titulaire (qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées) peuvent bénéficier du paiement direct.

Le paiement direct des sous-traitants régulièrement acceptés est mis en œuvre selon les modalités prévues par le Code de la commande publique, notamment par les articles L. 2193-13 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du code.

Le délai global de paiement des sous-traitants est de 30 jours.

La facturation sera annuelle à terme à échoir à réception du bon de commande.

FREQUENCE	Annuelle
A TERME	<input type="checkbox"/> Echu <input checked="" type="checkbox"/> A échoir
REVISION DE PRIX	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
PRECOMPTE	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Sans Objet

La période de facturation s'étend du 1^{er} septembre de l'année N au 31 août de l'année N+1.

Le prix facturé fera l'objet d'un calcul proratisé, dans le cas où des adhésions auraient lieu à partir du 1^{er} novembre.

17. Avance

Non applicable.

La forme du marché (accord-cadre conclu par un groupement de commande et exécuté par l'émission de bons de commande) ne permet pas la possibilité de proposer une avance au titulaire puisque les montants des bons de commande émis seront inférieurs à 50 000 € HT (Article R2191-16 du CCP).

18. Délais de paiement et intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours, conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture. Le décompte du délai se fait à partir de la réception de la facture (avec preuve de dépôt). Le point de départ du délai est la date d'exécution des prestations ou de réception du produit lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Si le délai de paiement de 30 jours susmentionné n'est pas respecté, des intérêts moratoires sont dus de plein droit au titulaire. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage conformément à l'article R2192-31 du code de la commande publique.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites aux articles R2192-27 à R2192-30 du code de la commande publique.

Dispositions relatives à la co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- En cas de groupement solidaire le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membre du groupement. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon le CCAG-PI.

Dispositions relatives à la sous-traitance :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé en attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné ci-dessus. Si pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur en informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant. En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

19. Utilisation de la langue française

Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les livrables, les comptes rendus, les rapports d'activité et les courriers, sans que cette liste soit considérée comme exhaustive.

20. Documents fournis après exécution

Selon l'article 22.2 du CCAG-TIC, le titulaire livre, avec chaque matériel ou chaque logiciel, une documentation technique nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct de l'objet des prestations en langue française indiquant les modalités de leur mise en fonction. Il en est de même à chaque livraison de mise à jour ou de nouvelle version de logiciel. Les documents à fournir sont indiqués dans le CCTP.

21. Sous-traitance

Le titulaire peut confier l'exécution d'une partie des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant :

- soit, lorsque la déclaration de la sous-traitance a lieu avant le début d'exécution des prestations, le titulaire transmet dans son offre une déclaration de sous-traitance ou le formulaire DC4 complété ;
- soit, en cours d'exécution du marché, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une déclaration de sous-traitance ou le formulaire DC4 complété, par tout moyen permettant d'accuser sa bonne réception.

Quel que soit le moment de la déclaration de sous-traitance, celle-ci doit contenir l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

- de la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;

- du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues par l'article 3.6. « Sous-traitance » du CCAG-TIC.

22. Opérations de vérifications

Conformément aux articles 30 à 32 du CCAG-TIC, les opérations de vérification et de validation se déroulent en tenant compte des délais prévus au CCTP.

23. Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution du marché, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

Comme le présent marché ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-TIC.

24. Maintenance

Il est fait application des exigences de maintenance prévues dans l'article 2.6 du CCTP.

25. Propriété intellectuelle

25.1 Connaissances antérieures

25.1.1 Définition

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'acheteur dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le

secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

25.1.2 Régime des connaissances antérieures

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à la pleine transférabilité de ces connaissances vers le bénéficiaire.

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards par l'acheteur. Pour les connaissances antérieures standards, il précise en outre :

- les informations relatives au donneur de licence ;
- les conditions de la licence ;
- pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive ;
- pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de l'acheteur (séquestre des codes sources par exemple).

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.

25.2 Résultats

25.2.1 Définition

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens. Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

25.2.2 Régime des résultats

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse

pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Pour les résultats qui sont des logiciels, les besoins d'utilisation comprennent en outre, la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre/open source.

25.2.3 Régime des données

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

26. Documents à fournir pendant l'exécution du marché

Concernant les assurances, il appartient au titulaire de contracter toute police d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Il doit produire, à toute demande du pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire produit à la demande du pouvoir adjudicateur à compter de la date de signature du marché par le représentant du pouvoir adjudicateur et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus aux articles D.8222- 5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du Code du travail. En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au CCAG-TIC.

27. Cession du marché

Le présent marché ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans autorisation écrite et préalable du représentant du pouvoir adjudicateur.

28. Marchés de prestations similaires

En application des dispositions des articles L.2122-1 et R.2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables (dont la durée ne peut excéder trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre objet du présent marché), en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire.

29. Clause de réexamen

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de réexaminer les prestations du présent marché au cours de son exécution.

Des prestations pourront être ajoutées ou supprimées à l'initiative exclusive des membres du groupement, notamment en cas d'événements ou de nouveaux besoins imprévus.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité avec l'accord du titulaire de modifier le contrat pour en prolonger la durée d'exécution.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de revoir les exigences en vélocité de référence au cours de l'exécution du contrat si le besoin le justifie.

Ces modifications sont entérinées par la conclusion d'un avenant.

30. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

La suspension des prestations se déroule conformément aux dispositions de l'article 26 du CCAG-TIC.

31. Garanties

L'article 36 du CCAG-TIC s'applique.

32. Résiliation

32.1 Résiliation pour motifs d'intérêt général

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le contrat pour motifs d'intérêt général sans ouvrir droit à l'indemnisation du titulaire. Dans le cadre d'un accord-cadre à bons de commande ou d'un accord-cadre passé sans minimum aucun droit à indemnisation n'est donné au titulaire dans la mesure où le pouvoir adjudicateur ne s'est engagé sur aucun montant.

Aucune indemnisation n'est due aux titulaires d'un accord-cadre multi attributaire résilié dans la mesure où aucun d'entre eux ne peuvent justifier d'un manque à gagner certain.

32.2 Résiliation pour faute

En application de l'article 50 du CCAG-TIC et par dérogation à l'article 50.2 du CCAG-TIC en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans mise en demeure, aux frais et risques du titulaire sans indemnité.

En outre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché pour faute, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution du contrat sans motif valable à l'appréciation des membres du groupement de commande, notamment :

- en cas d'inexactitude des renseignements et documents mentionnés aux articles R2143-3 à R2143-5 du code de la commande publique, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- le refus ou l'impossibilité du titulaire de se soumettre à l'injonction de maintenir un niveau égal ou supérieur de compétence en cas de changement de son personnel, peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre.

La résiliation pour faute se fait toujours aux frais et risques du titulaire.

32.3 Résiliation en cas d'évènements liés au marché

Par dérogation à l'article 49 du CCAG-TIC, en cas de résiliation pour événements liés au marché aucune indemnité ne sera versée au titulaire, ni le paiement d'aucune dépense engagée par ce dernier en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies au pouvoir adjudicateur.

32.4 Résiliation de plein droit

La résiliation est de plein droit lorsque le titulaire du contrat se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution.

La résiliation de plein droit couvre deux situations :

- La force majeure
- La disparition du titulaire du contrat (décès, faillite ou incapacité civile)

En cas de circonstances de force majeure qui se poursuivraient pendant une durée supérieure à un mois calendaire, les parties peuvent convenir d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs ou de trouver des solutions alternatives.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur décide de résilier le marché, il se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis.

La résiliation en cas de disparition du titulaire du contrat s'exécute conformément à l'article 48 du CCAG-TIC relatif à la résiliation pour événements extérieurs au marché.

33. Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues à l'article 54 du CCAG-TIC visé par le présent marché.

34. Différends et litiges

Règlement à l'amiable

En cas de litiges, les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil et selon la procédure de règlement définie à l'article 55 du CCAG-TIC.

L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Toutefois, en application des articles L2197-1, L2197-3, R. 2197-1 et suivants, ainsi que des articles R. 219723 et suivants du code de la commande publique, tout litige qui s'élèverait à l'occasion du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics compétent pourra être saisi par l'une des parties.

En conséquence, la procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

Règlement juridictionnel

Dans le cas de l'échec des tentatives de règlement amiable, tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent marché sera soumis au tribunal administratif de Nantes.

La mention des voies et délais de recours pour l'ensemble de la procédure est précisé dans le règlement de consultation.

35. Dérogations aux documents généraux

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-TIC auxquels ils dérogent
Article 9	Article 4.1
Article 32.1	Article 51
Article 32.2	Articles 50.2
Article 32.3	Article 49